

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Contrat de ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Quartiers 2030* ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Afin de garantir la continuité d'intervention au sein des quartiers, la circulaire du 31 août 2023 de la secrétaire d'État chargée de la ville a autorisé la programmation anticipée des crédits spécifiques de la politique de la ville pour l'année 2024 dans l'attente de la signature des contrats. Ainsi, un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier.

Sans préjuger des priorités stratégiques et opérationnelles qui seront définies dans le prochain contrat de ville, les actions proposées devaient répondre aux axes suivants :

- Education et jeunesses ;
- Accès aux droits et lien social ;
- Emploi et entrepreneuriat ;
- Cadre de vie et tranquillité publique.

La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes restent des objectifs transversaux de la Politique de la ville, ainsi que toutes les actions promouvant les valeurs de la République, la laïcité et la citoyenneté. Les actions retenues viennent renforcer les actions de droit commun existantes afin de soutenir de manière plus importante les habitants résidents dans les QPV.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets.

Pour simplifier les processus administratifs et donner de la visibilité aux acteurs et aux partenaires, la Ville de Montpellier propose de conventionner avec plusieurs associations structurantes sous la forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO).

Pour cet appel à projets 2024, 427 dossiers ont été déposés par 196 associations. La Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 273 projets à destination des habitants des 10 quartiers prioritaires, portés par 142 associations.

Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des axes précités, il est proposé que la Ville de Montpellier apporte son soutien financier à 112 projets déposés par 77 associations pour un montant total de 298 200 €, dont 45 projets proposés en CPO ;

- 12 000 € au titre de la thématique « *Education* », pour 8 projets dont 6 REP ;
- 9 000 € au titre de la thématique « *Jeunesse* », pour 8 projets ;
- 50 000 € au titre de la Mission « *Mosson-Cévennes* » pour 7 projets ;
- 227 200 € au titre des actions relatives à l'ensemble des axes du contrat de ville pour 89 projets.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

Actions relatives à la thématique Education (axe Education et jeunesses)				
Pôle Education				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER DAUPHIN	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
REP GÉRARD PHILIPPE	00259260	Favoriser la réussite éducative au sein du REP Gérard Philippe		<i>1 200 €</i>
REP MARCEL PAGNOL (Gély-Figuerolles)	00260731	Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous en développant des projets culturels et d'éducation à la citoyenneté et en renforçant la coopération école-famille		<i>1 000 €</i>
REP MARCEL PAGNOL (Pas Du Loup – Val De Croze)	00259081	Favoriser la réussite éducative au sein du REP Marcel Pagnol		<i>1 200 €</i>
REP+ ARTHUR RIMBAUD	00256382	Soutenir les actions en réseau d'éducation prioritaire renforcée pour favoriser l'ouverture culturelle et la réussite scolaire des élèves du REP+ Rimbaud		<i>1 500 €</i>
REP+ DES ESCHOLIERES DE LA MOSSON	00259448	alliance éducative en réseaux		<i>1 500 €</i>

REP+ DES ESCHOLIERS DE LA MOSSON	00259450	Renforcer la coopération école/famille à travers des actions citoyennes, culturelles et de santé dans le REP+ Escholiers de la Mosson		<i>1 500 €</i>
REP+ LES GARRIGUES	00255859	Favoriser les apprentissages et la réussite scolaire des élèves du REP+ Garrigues		<i>2 000 €</i>
REP+ SIMONE VEIL	00256692	Soutenir les actions en réseau d'éducation prioritaire renforcé – REP+ Simone Veil		<i>2 100 €</i>
Total				12 000€

Actions relatives à la thématique jeunesse (axe Education et jeunesses) Pôle Solidarités service jeunesse				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
ADAGES (Centre Social Espace Famille)	00259406	Espace Jeunesse		<i>1 000 €</i>
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	00260184	club ados		<i>1 000 €</i>
GSC (Génération Solidaires et Citoyennes)	00259691	Accueil Jeunes Oxford		<i>2 000 €</i>
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258678	Accompagner les initiatives et la mobilité européenne des jeunes de La Mosson	*	<i>1 000 €</i>
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00259525	Les Sciences en bas de chez toi, la médiation sociale et scientifique des Petits Débrouillards à Montpellier – 2024		<i>1 000 €</i>
RAP ACADEMIE	00258540	Rap Académie Occitanie (Quartiers d'été 2024)		<i>1 000 €</i>
STRATA'J'M SUD	00260193	Des Jeux Dans Ton Quartier		<i>1 000 €</i>
UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	00259853	Projet Jeunes Mosson	*	<i>1 000 €</i>
Total				9 000 €

Mission Mosson Cévennes				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
AFEV (Association Fondation Etudiante pour la Ville)	00259485	Colocations à Projets Solidaires à la Mosson - KAPS 2024 - 2026	*	<i>28 000 €</i>

ETRE EN SCENE	00259898	LES INSOLISTES / Les surgissements		5 000 €
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258499	Tiers Lieu Culturel et Artistique	*	3 500 €
Kaina	00259252	Kaina TV	*	3 000 €
OCTOPUS EXPRESSION	00257692	Chantier Citoyen « Précarité Énergétique »		3 000 €
TIN HINAN	00260027	Vivre et agir dans mon quartier	*	4 500 €
Ziconofages (Les)	00259803	Outils vidéo participatifs	*	3 000 €
Total				50 000 €

Actions relatives à l'ensemble des axes du contrat de Ville Pôle Solidarités Service Politique de la ville				
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	CPO 3 ANS	MONTANT ATTRIBUE
3MTKD (Sport Culture Social)	00260212	Soutenir La Parentalité	*	3 000 €
ADAGES (Centre Social Espace Famille)	00259410	365 jours par'ents		1 000 €
ADEMASS (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	00259936	Parcours artistiques, activités pour les familles et Festival de la Grande Parade Mèteque	*	7 000 €
AFEV (Association Fondation Etudiante pour la Ville)	00259280	Accompagnement à la scolarité sur le quartier des Cévennes	*	4 000 €
	00259281	AMBASSADEURS DU LIVRE Aiguelongue Pompignane	*	4 000 €
	00259283	Accompagner l'entrée Vers la Lecture des enfants de grandes sections de maternelle et de leurs familles (AVL)		1 500 €
ANIM'AIDANTS 34 (Clos de la Fontaine)	00260157	Ateliers Répit Parentalité & Familial		1 000 €
	00260160	Favoriser Les Liens Familiaux Et Intergenerationnels	*	2 000 €
ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	00259203	Atelier sportif pour tous		1 000 €
APIEU	00259725	APIEU - Contrat de ville quartier Cévennes		1 000 €
APPART (L') (L'Association pour la Prévention au service de la Parentalité et pour l'Accompagnement en Réseau, pour Tous)	00259038	"Les Pâtes au Beurre"		2 000 €
AVEC (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le	00259896	Vivre Ensemble- Animation De La Vie Locale -Reaap.	*	3 000 €

quartier des Cévennes)				
BRAND À PART	00260154	Le Cinéma pour tous - 10ème édition - juin/juillet 2024	*	1 500 €
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	00260188	Partage à Aiguelongue	*	3 500 €
	00260217	CLAS ,réussite scolaire et accompagnement éducatif	*	2 000 €
CAP GELY (Comité d'animation et de prévention Gély-Figuerolles)	00259891	Ambitions Jeunesse 2024		3 000 €
CENTRE APAJ	00259856	MEDINUM (médiation numérique itinérante) - Eadminitration sur l'Espace public Numérique du centre APAJ)	*	3 500 €
	00259859	Accès aux droits - permanences sociales au Centre APAJ et dans les quartiers Aiguelongue, Gély/Figuerolles et Tournezy		2 000 €
	00260148	Prévention Santé Environnement		1 500 €
	00260149	Médiation sociale et scolaire		2 000 €
	00260150	Accompagnement A La Culture		2 500 €
CESAM (Césam Migrations Santé Languedoc)	00259636	Accompagnement santé et soutien à la parentalité		2 000 €
CHANT DESSUS DESSOUS	00258873	Ecoles, Comptines, Familles Et Partage (2024)		1 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	00259469	Médiation Familiale et Accès aux droits	*	5 000 €
	00259481	FEE - Femmes Egalité Emploi	*	7 000 €
CITE CITOYENNE	00259649	CLAS, réussite scolaire et accompagnement éducatif		1 000 €
CLJ - La Paillade (Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)	00257262	Educap City		1 000 €
CODES 34 (Comité d'éducation pour la santé de l'Hérault)	00255538	Maraudes santé dans les QPV de Montpellier	*	2 000 €
	00255547	Unité mobile addictologie Montpellier Celleneuve		1 000 €
	00255614	Mediation sociale en sante dans les quartiers Figuerolles-Gely	*	5 000 €
COMPAGNONS BATISSEURS OCCITANIE	00259385	Espace Ressource Habitat Mosson - 2024 - COMPAGNONS BATISSEURS Occitanie	*	3 500 €
	00259457	Chantiers Citoyens et Lutte contre la précarité énergétique (CCPE MONTPELLIER 2024/2025)	*	5 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT	00259141	Faciliter l'accès au droit par l'accès à des informations juridiques à la Maison de justice et du droit de Montpellier.		4 000 €
CREATURE.S CREATRICE.S	00258023	C'est quoi ce cirque ?! - dispositif pédagogique et culturel autour du cirque contemporain		1 000 €

EPE 34 (Ecole des Parents et des éducateurs de l'Hérault)	00255909	Point Ecoute pour les Parents Montpellier Cévennes		5 000 €
Esprit Libre	00259673	Les Projets D'Esprit Libre		2 000 €
ESSOR	00259532	Vacances et week-ends pour enfants et adolescents	*	2 000 €
FACE HÉRAULT	00260051	Kino - Les Quartiers Font Leur Cinema		3 000 €
FAMILLES RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE HERAULT	00259247	Relais Info Familles Itinérant : permanences individuelles et actions collectives		2 000 €
GAMMES (Union du CSP Espoir)	00259602	Animation de la vie locale Pompignane/Millénaire	*	2 000 €
	00260013	Animation de la vie locale quartier Gambetta Figuerolles	*	2 000 €
	00260130	Animation de la vie locale Vert Bois		2 000 €
	00260138	Animation de la vie locale EVS Mosson	*	2 000 €
GENERATION TAEKWONDO	00260201	Sensibilisation des parents à leur rôle collaboratif auprès de leur enfant dans le système de l'éducation		1 000 €
GSC (Générations Solidaires et Citoyennes)	00257840	Parents Epanouis (REAAP)		1 000 €
	00259271	Gsc Paillade Vacances		2 000 €
i.PEICC - Peuple & Culture (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	00258617	Université Citoyenne 2024	*	5 000 €
JASMIN D'ORIENT (Association Féminine Jasmin d'Orient)	00259325	AU RYTHME DE LA VILLE		1 000 €
	00259372	Accès aux droits et services		1 000 €
JEUNESSE SPORTIVE MONTPELLIER	00259447	Séjour sportif " sortir du quartier grâce au sport"		1 000 €
JOUONS EN LUDOTHEQUES	00259220	Club-jeux ados cité Paul Valéry		1 000 €
	00259626	Ludothèque Pergola		1 000 €
Kaïna	00258777	Capsules vidéo : Stop aux discriminations liées à l'origine		1 000 €
	00259122	Journée de la diversité	*	3 000 €
	00259270	Le Pailladin		2 000 €
LA BOUTIQUE D'ECRITURE & CO	00260222	La Boutique d'écriture, un équipement structurant	*	10 000 €
LA CINQUIÈME SAISON	00260076	QSJ 2024 champ d'actions - LA CINQUIÈME SAISON		1 500 €
La Gerbe (Association Jeunesse La Gerbe)	00256674	Faire vivre l'espace jeunes, un tiers lieu dédié aux collégiens		1 000 €
LA MAIN VERTE	00258924	La Main Verte Tiers-Lieu En Faveur De L'Emancipation Des Habitnats Et De La Transformation Sociale Du Quartier Petit Bard Pergola		5 500 €
LA VISTA. THEATRE DE	00258865	Actions Culturelles		500 €

MEDITERRANEE				
LA VOLONTE DES FEMMES DU QUARTIER GELY	00259369	Vers l'autonomie des femmes du quartier gely		3 000 €
L'ATELIER POPULAIRE	00259080	Accompagnement des adolescents	*	2 000 €
	00259099	Soutien à la parentalité	*	2 000 €
LE PASSE MURAILLE	00260134	Séjours « Au fil de l'Hérault, sport et patrimoine »		1 800 €
LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	00259605	Le Séjour Scientifique « Nature et Débrouillardise » – Montpellier – 2024		1 500 €
MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE KAYAK	00258270	Vacances Apprenantes, Lez De Sa Source A Son Embouchure		2 000 €
MOSSON FULL CONTACT	00258316	QE 2024		1 000 €
MOTSON	00260168	Mot'son éducative	*	3 000 €
	00260182	Radio Paillade Odysseum (RPO)	*	2 500 €
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL MONTPELLIER	00259860	Permanence d'écoute et d'accueil		2 000 €
	00260030	Femmes Santé Citoyenneté		4 000 €
OCTOPUS EXPRESSION	00257684	Education Au Civisme Par Le Théâtre		1 000 €
	00257710	Concours d'éloquence en école élémentaire		1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	00259934	Kawa-Rencontres Police-population à la Mosson	*	4 000 €
	00259946	ECO-DECOLLAGE	*	3 500 €
PEPS	00259289	PePs un acteur de quartier ludo-éducatif	*	2 500 €
QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	00258018	Résidence d'écriture de chanson à l'école/Rencontres de quartier/Concert jeune public et tous publics		1 000 €
RACING CLUB LEMASSON	00260001	Contrat de Ville Lemasson		1 000 €
REBONDS	00259414	Projet Insertion Rugby		4 000 €
SEVE	00259922	Montpellier – Enfants et jeunes, tous citoyens et citoyennes, grâce à l'approche philosophique	*	1 000 €
SOLIDARITÉ DOM-TOM	00259388	Accès aux Droits (AAD)	*	1 200 €
	00259459	Pratique Orale du Français (POF)	*	2 000 €
SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale)	00259175	Médiation administrative et sociale	*	5 200 €
STRATA'J'M SUD	00260192	Rencontres Autour Du Jeu		1 500 €
TIN HINAN	00259970	Bien vieillir dans ma ville : découvrir, transmettre, valoriser	*	3 000 €
UNI'IONS	00256279	L'Art est Public	*	10 000 €
VACANCES OUVERTES	00257586	Demande de subvention au titre de la politique de la ville pour la mise en œuvre du dispositif Sac Ados.		1 000 €
VIA VOLTAIRE	00260062	Jeunes en situation de précarité	*	7 000 €
Ziconofages (Les)	00259806	Stage Vidéo Jeunes été		1 500 €
Total				227 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution, conventions pluriannuelles d'objectifs ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michel CALVO, Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville.docx
- Convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 Ville VF.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266084-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Titre du projet :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « Quartiers 2030 ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Afin de garantir la continuité d'intervention au sein des quartiers, la circulaire du 31 août 2023 de la secrétaire d'État chargée de la ville a autorisé la programmation anticipée des crédits spécifiques de la politique de la ville pour l'année 2024 dans l'attente de la signature des contrats.

Ainsi, un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la ville de Montpellier.

Sans préjuger des priorités stratégiques et opérationnelles qui seront définies dans le prochain contrat de ville, les actions proposées devaient répondre aux axes suivants :

- Education et jeunesse
- Accès aux droits et lien social
- Emploi et entrepreneuriat
- Cadre de vie et tranquillité publique

La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes restent des objectifs transversaux de la Politique de la ville, ainsi que toutes les actions promouvant les valeurs de la République, la laïcité et la citoyenneté.

Les actions retenues viennent renforcer les actions de droit commun existantes afin de soutenir de manière plus importante les habitants résidents dans les QPV.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets.

Considérant que la structure bénéficiaire a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire contribue au développement de la **Politique de la Ville** et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet ".....".

Le projet porté par la structure bénéficiaire ... poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en un versement unique, par virement administratif, et selon les procédures comptables en vigueur.

Cette aide sera créditée au compte du bénéficiaire après retour au service mentionné ci-dessous, de la présente convention signée, accompagnée du **Relevé d'identité bancaire (RIB), et en cas de modification uniquement** des pièces suivantes :

- ☐ **Procès-verbal de la dernière Assemblée générale et/ou du dernier Conseil d'administration ayant procédé à l'élection du bureau ;**
- ☐ **Délégation de signature du responsable légal, le cas échéant.**

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Maison de la Démocratie – Pôle Solidarités- Contrat de Ville 2024-
Unité finances et Administration Générale
16, rue de la République - 34000 MONTPELLIER

De plus, la structure bénéficiaire devra être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la Collectivité dans les conventions antérieures. Elle devra notamment, **justifier l'emploi des subventions publiques reçues en 2023 en saisissant sur l'espace usager-dauphin.anct.gouv.fr, le compte rendu financier réglementaire des actions terminées au plus tard le 30 juin 2024** (cf. guide DAUPHIN «COMMENT JUSTIFIER UNE SUBVENTION »).

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet. Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ à fournir avant le 30/06/2025, **le compte rendu financier réglementaire de l'action 2024** (cf. guide DAUPHIN «COMMENT JUSTIFIER UNE SUBVENTION ») et **tout autre document** que vous jugerez utile de porter à la connaissance du financeur (rapport d'activité, ...) sur l'espace **usager-dauphin.anct.gouv.fr** ;
- ☐ à fournir, dans le cadre de l'Appel à projet 2025, **le bilan intermédiaire de l'action 2024** en cas de renouvellement de l'action (cf. guide DAUPHIN «DEPOSER UNE DEMANDE») sur l'espace **usager-dauphin.anct.gouv.fr**;
- ☐ A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de

Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;

- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai le service politique de la Ville de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,

Pour la structure bénéficiaire,

Monsieur le Maire

Le Représentant légal

PROJET

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS
ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN
AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Titre du projet :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS (CPO)

Année 2024-2025-2026

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « Quartiers 2030 ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Afin de garantir la continuité d'intervention au sein des quartiers, la circulaire du 31 août 2023 de la secrétaire d'État chargée de la ville a autorisé la programmation anticipée des crédits spécifiques de la politique de la ville pour l'année 2024 dans l'attente de la signature des contrats.

Ainsi, un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la ville de Montpellier.

Sans préjuger des priorités stratégiques et opérationnelles qui seront définies dans le prochain contrat de ville, les actions proposées devaient répondre aux axes suivants :

- Education et jeunesse
- Accès aux droits et lien social
- Emploi et entrepreneuriat
- Cadre de vie et tranquillité publique

La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes restent des objectifs transversaux de la Politique de la ville, ainsi que toutes les actions promouvant les valeurs de la République, la laïcité et la citoyenneté.

Les actions retenues viennent renforcer les actions de droit commun existantes afin de soutenir de manière plus importante les habitants résidents dans les QPV.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets.

Considérant que la structure bénéficiaire a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire contribue au développement de la **Politique de la Ville** et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire et Ville de Montpellier pour la mise œuvre du projet présenté dans le cadre de l'appel à projet 2024 au titre du contrat de ville.

La présente convention fixe :

- Les modalités de financement du projet
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville de Montpellier une subvention de euros pour le projet ".....".

Le projet porté par la structure bénéficiaire ... poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

Par la présente convention pluriannuelle d'Objectifs, la structure bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet présenté.

La présente convention est conclue pour une durée maximale de trois ans et démarrera en 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de ... **euros**.

Pour les deuxième et troisième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels¹ des contributions financières de l'Administration s'élèvent à la somme de **euros**.

L'engagement de la Ville de Montpellier sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire et à l'approbation de l'assemblée délibérante. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4, 5 et 7 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera **chaque année**, en un versement unique et par virement administratif, selon les procédures comptables en vigueur.

Cette aide sera créditée au compte du bénéficiaire après retour au service mentionné ci-dessous, de la présente **convention signée la première année de conventionnement**, accompagnée du **Relevé d'identité bancaire (RIB)**, **et en cas de modification uniquement** des pièces suivantes :

- ☐ **Procès-verbal de la dernière Assemblée générale et/ou du dernier Conseil d'administration ayant procédé à l'élection du bureau ;**
- ☐ **Délégation de signature du responsable légal**, le cas échéant.

Un courrier notifiant le montant de la subvention accordée vous sera adressé en 2025 et 2026.

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Maison de la Démocratie – Pôle Solidarités- Contrat de Ville 2024-
Unité finances et Administration Générale
16, rue de la République - 34000 MONTPELLIER

De plus, la structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention. Elle devra notamment, **justifier l'emploi des subventions publiques reçues en 2023 en saisissant sur l'espace usager-dauphin.anct.gouv.fr, le compte rendu financier réglementaire des actions dès lors qu'elles sont terminées ou au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice (cf. guide DAUPHIN «COMMENT JUSTIFIER UNE SUBVENTION»)**

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

¹ Le terme prévisionnel est utilisé pour ne pas déroger au principe d'annualité budgétaire.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ à fournir au plus tard le 30 juin 2025, 2026 et 2027, **le compte rendu financier règlementaire des actions menées en n-1**. (cf. guide DAUPHIN «COMMENT JUSTIFIER UNE SUBVENTION ») et **tout autre document** que vous jugerez utile de porter à la connaissance du financeur (rapport d'activité, ...) sur l'espace usager-dauphin.anct.gouv.fr ;
- ☐ A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de Montpellier de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Modalités de contrôle et évaluation finale de la CPO

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile notamment le compte de résultat de la structure durant toute la période de conventionnement. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Une évaluation qui s'appuiera sur des éléments qualitatifs et quantitatifs établis annuellement sera menée conjointement par le service bénéficiaire et le service Politique de la Ville. Elle conditionnera notamment le renouvellement de la convention.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai le service Politique de la ville de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,

Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,

Le Représentant légal

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS
ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN
AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.